**Charte de Déontologie boursière de Maisons du Monde
relative aux opérations sur titres et au délit et manquement d'initié**

Administrateurs, Mandataires sociaux, Hauts Responsables, Salariés

Le terme « mandataires sociaux » vise les membres du conseil d'administration, le directeur général ainsi que tout directeur général délégué qui viendrait à être nommé, le cas échéant (ensemble les « **Mandataires Sociaux** »).

Maisons du Monde (ci-après « **Maisons du Monde** » ou la « **Société** ») souhaite assurer une gestion prudente de ses titres, respectueuse de la réglementation en vigueur et alerter ses Mandataires Sociaux ainsi que ses salariés, conformément au principe de précaution, sur les règles associées à certaines opérations sur titres.

Le présent document décrit la charte de déontologie boursière de Maisons du Monde (la « **Charte de Déontologie** ») en matière d'opérations sur titres réalisées par les Mandataires Sociaux et les salariés. Il expose également certaines des principales dispositions juridiques sur lesquelles elle se base.

Les titres concernés (les « **Titres** ») sont :

- les actions, obligations et toutes valeurs mobilières composées émises par la Société ; et
- les instruments dérivés ou autres instruments liés à ces titres (options, parts de FCPE, etc.).

Le non-respect des règles figurant dans la présente Charte de Déontologie et, de manière générale, de la réglementation applicable pourrait exposer la Société et/ou les personnes concernées à des sanctions civiles, pénales ou administrativesⁱ. La présente Charte de Déontologie a été conçue de manière à assurer un maximum de sécurité aux salariés et aux Mandataires Sociaux de la Société afin de leur éviter toute mise en cause éventuelle.

Dans cette optique, deux types de mesures devront être observées : (1) des interdictions relatives à certaines opérations sur les titres de la Société, et (2) une obligation de déclaration des opérations effectuées par les Mandataires Sociaux, certains hauts responsables assimilés aux dirigeants et les personnes qui leur sont étroitement liées sur les titres de la Société. La présente Charte de Déontologie rappelle également la réglementation applicable en matière de listes d'initiés (3).

1. DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUS LES SALARIES ET MANDATAIRES SOCIAUX

1.1 REGIME JURIDIQUE APPLICABLE

Principe

Dans la mesure où les actions de la Société sont admises aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext Paris, les dispositions de la réglementation européenneⁱⁱ, du droit pénal français et de la réglementation édictée par l'Autorité des marchés financiers (ci-après l'« **AMF** ») sont applicables à Maisons du Monde.

Définition de l'information privilégiée

Une information privilégiée est une information :

- à caractère précis, c'est-à-dire (i) faisant mention d'un ensemble de circonstances qui existe ou dont on peut raisonnablement penser qu'il existera ou d'un événement qui s'est produit ou dont on peut raisonnablement penser qu'il se produira, et (ii) dont il est possible de tirer une conclusion quant à l'effet possible de ces circonstances ou de cet événement sur le cours des instruments financiers de la Société ou d'instruments financiers qui leur sont liés (tels que des instruments dérivés). À cet égard, une étape intermédiaire d'un processus en plusieurs étapes est réputée constituer une information privilégiée, si, en soi, cette étape satisfait aux critères relatifs à l'information privilégiée ;
- qui n'a pas été rendue publique ;
- qui concerne, directement ou indirectement, la Société ou l'un ou plusieurs de ses instruments financiers ; et
- qui, si elle était rendue publique, serait susceptible d'avoir une influence sensible sur le cours des instruments financiers de la Société (ou d'instruments financiers qui leur sont liés), c'est-à-dire une information qu'un investisseur raisonnable serait susceptible d'utiliser comme l'un des fondements de ses décisions d'investissement.

En substance, constitue une information privilégiée une information non connue du public concernant Maisons du Monde ou l'une de ses filiales, susceptible d'avoir une influence sensible sur le cours de l'action Maisons du Monde.

Par exemple, peuvent constituer des informations privilégiées les informations portant sur les points suivants :

- (a) les résultats sociaux ou consolidés de Maisons du Monde, ainsi que les prévisions financières ou d'activité, ou tout fait de nature à remettre en cause un budget de Maisons du Monde ou d'une ou plusieurs filiales directes ou indirectes de Maisons du Monde ;
- (b) le désengagement d'un actionnaire important, ou la prise de participation significative par un nouvel actionnaire, dans Maisons du Monde ou dans toute autre société du groupe Maisons du Monde (ci-après le « **Groupe** ») ;
- (c) une information portant sur les perspectives ou la situation de Maisons du Monde ou sur les perspectives d'évolution d'un instrument financier de Maisons du Monde ;
- (d) la conclusion, le non renouvellement de contrat ou l'absence de réalisation d'accords commerciaux qui peuvent être considérés comme significatifs pour le Groupe ;

- (e) un rapprochement financier ou opérationnel avec une autre société ou un autre groupe de sociétés, une acquisition ou une cession d'une ou plusieurs sociétés du Groupe, que ces opérations soient à l'état de simple projet ou en cours de finalisation ;
- (f) une information relative à l'émission par Maisons du Monde de valeurs mobilières négociées en France ou à l'étranger, à des opérations de croissance externe ou des cessions significatives, à des changements significatifs de la situation financière ou des résultats d'exploitation, à la conclusion de nouveaux contrats significatifs ou au lancement de nouveaux produits ou services ou à une modification de la politique de distribution de dividendes. L'information, qu'elle soit favorable ou défavorable, peut être significative dans la mesure où elle est susceptible d'avoir une incidence à la hausse ou à la baisse sur le prix des titres ou pourrait influencer sur la décision d'achat ou de cession de titres par un investisseur ;
- (g) une décision importante relative à l'arrivée ou au départ au sein du Groupe d'une ou plusieurs personne(s) susceptible(s) d'exercer une influence significative sur la gestion ou les activités du Groupe ;
- (h) des circonstances ou événements techniques ou juridiques, tels que la mise au point d'un nouveau procédé de fabrication ou encore la réalisation de conditions suspensives à l'autorisation de l'Autorité de la concurrence préalablement à une opération de fusion.

Nature des opérations interdites sur les titres de la Société

La réalisation d'une ou plusieurs opérations sur la base d'une information privilégiée ainsi que sa tentative sont interdites à tout moment. Il est à tout moment interdit à tout salarié ou Mandataire Social ou actionnaire de Maisons du Monde :

- de faire usage d'une information privilégiée relative à la Société ou à toute autre entité (y compris les filiales de Maisons du Monde, ses concurrents, fournisseurs, clients ou des personnes avec lesquelles la Société ou ses filiales entretiennent une relation d'affaires), en réalisant, pour elle-même ou pour autrui, soit directement, soit indirectement, une ou plusieurs opérations ou en annulant ou en modifiant un ou plusieurs ordres passés par cette même personne avant qu'elle ne détienne l'information privilégiée, sur les instruments financiers émis par la Société ou sur les instruments financiers concernés par ces informations privilégiées ;

En matière de stock-options, cette interdiction n'est pas applicable à la levée des options mais s'applique aux opérations portant sur les titres Maisons du Monde issus de la levée de ces options.

De même, cette interdiction s'applique également aux titres issus de l'exercice de bons de souscription d'actions ou d'options ainsi qu'à toutes opérations d'acquisition ou de cession de bons de souscription ou d'options donnant ou pouvant donner accès, directement ou indirectement, au capital de Maisons du Monde.

- de divulguer une information privilégiée à un tiers, à moins que cette communication n'intervienne dans le cadre normal de l'exercice d'un travail, d'une profession ou de fonctions (ce dont il convient de se ménager la preuve) ;

- de recommander ou tenter de recommander la réalisation d'une ou plusieurs opérations sur les instruments financiers auxquels l'information privilégiée se rapporte ou d'inciter à la réalisation de telles opérations sur le fondement de cette information privilégiée ou de faire usage de cette recommandation ou de cette incitation ou de communiquer une telle recommandation ou incitation (lorsque cette personne sait ou doit savoir qu'elle est fondée sur une information privilégiée) ;
- de recommander ou tenter de recommander l'annulation ou la modification d'un ordre relatif à des instruments financiers auxquels l'information privilégiée se rapporte ou d'inciter à l'annulation de tels ordres sur le fondement de cette information privilégiée ou de faire usage de cette recommandation ou de cette incitation ou de communiquer une telle recommandation ou incitation (lorsque cette personne sait ou doit savoir qu'elle est fondée sur une information privilégiée).

Ces interdictions s'appliquent tant que l'information n'est pas rendue publique. Par exception, cette interdiction ne s'applique pas aux opérations effectuées pour assurer l'exécution d'une obligation d'acquisition ou de cession d'instruments financiers devenue exigible, lorsque cette obligation résulte d'une convention conclue avant que la personne concernée détienne une information privilégiée.

L'absence de profit tiré de la réalisation d'opérations interdites par le présent Charte de Déontologie est sans incidence sur la qualification de ces opérations et les sanctions applicables.

Il est interdit de réaliser toute opération mentionnée ci-dessus pendant la période comprise entre la date à laquelle le Mandataire Social a connaissance d'une information privilégiée et la date à laquelle cette information est rendue publique par le biais d'un communiqué de presse officiel de Maisons du Monde, d'un avis financier publié dans la presse à l'initiative des personnes dûment habilitées à s'exprimer au nom de la Société.

Cession d'actions attribuées gratuitement

Lorsque l'assemblée générale extraordinaire a autorisé l'attribution d'actions gratuites aux salariés et/ou Mandataires Sociaux dans les conditions prévues aux articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce, ces actions attribuées gratuitement ne peuvent être cédées qu'à l'issue de la période d'obligation de conservation fixée par l'assemblée générale extraordinaire (ou le conseil d'administration sur délégation de compétence). En outre, il est interdit de céder lesdites actions :ⁱⁱⁱ

- dans le délai commençant 10 séances de bourse avant la publication des comptes consolidés de Maisons du Monde et s'achevant 3 séances de bourse après la publication des comptes consolidés de la Société ; et
- à compter de la date à laquelle les organes sociaux ont eu connaissance d'une information privilégiée et jusqu'à l'expiration d'une période de 10 séances de bourse après la publication de cette information privilégiée.

1.2 POLITIQUE DE MAISONS DU MONDE

Maisons du Monde a adopté la présente Charte de Déontologie afin d'édicter à l'attention de ses Mandataires Sociaux des recommandations leur permettant de se conformer à la réglementation applicable.

(a) Chaque Mandataire Social s'engage :

- tant qu'il sera en possession d'une information privilégiée, à respecter un devoir d'abstention concernant les opérations qu'il pourrait effectuer, directement ou indirectement, sur des valeurs mobilières émises par Maisons du Monde et admises sur un marché réglementé ;
- à ne pas diffuser cette information à un tiers en dehors du cadre normal de sa mission ;

En cas de nécessité de transmission de ces informations à un tiers dans le cadre de l'exécution de ses missions, il est obligatoire d'attirer l'attention du tiers sur le caractère privilégié de l'information et de s'assurer de la confidentialité lors de sa transmission. De même, en cas de détention d'une information privilégiée, il ne devra ni recommander ni suggérer à un tiers d'acheter, de vendre ou de conserver des titres Maisons du Monde.

- à ne pas intervenir sur les titres Maisons du Monde pendant les Périodes Non Autorisées (telles que ce terme est défini ci-dessous) ;
- à n'intervenir, en conséquence, sur les titres Maisons du Monde qu'en dehors de ces Périodes Non Autorisées ;

Toutefois, en cas de possession d'une information privilégiée en dehors de ces Périodes Non Autorisées, le devoir d'abstention ci-dessus visé serait à appliquer.

- à faire en sorte que ses collaborateurs soient informés de la réglementation relative à l'information privilégiée telle que rappelée dans la présente Charte de Déontologie ;
- à définir les mesures propres à préserver le caractère confidentiel des informations pouvant constituer une information privilégiée.

Périodes Non Autorisées

Même lorsqu'ils ne détiennent pas d'information privilégiée, les Mandataires Sociaux, les Hauts Responsables ainsi que toutes les personnes qui ont accès de manière régulière ou occasionnelle à des informations privilégiées, ne peuvent pas réaliser d'opérations sur des instruments financiers de la Société durant les Périodes Non Autorisées.

Le terme « Hauts Responsables » vise les personnes qui, au sein de Maisons du Monde, ont : (i) pouvoir pour prendre des décisions de gestion concernant l'évolution future et la stratégie de Maisons du Monde, et (ii) un accès régulier à des informations privilégiées concernant directement ou indirectement Maisons du Monde.

Les Périodes Non Autorisées s'étendent 30 jours calendaires avant l'annonce d'un rapport financier semestriel ou d'un rapport de fin d'année, et 15 jours calendaires avant la publication d'une information financière ou des comptes trimestriels ou intermédiaires.

En dehors des Périodes Non Autorisées, il reste interdit aux Mandataires Sociaux, à tout Haut Responsable et, plus généralement, à toutes les personnes qui ont accès de manière régulière ou occasionnelle à des informations privilégiées, de réaliser des opérations sur les instruments financiers de la Société aussi longtemps qu'ils détiennent une information privilégiée.

Cas d'autorisations en Périodes Non Autorisées

Pendant les Périodes Non Autorisées, la Société peut autoriser une personne tenue à une obligation d'abstention pendant les Périodes Non Autorisées à réaliser une opération :

- soit au cas par cas en raison de l'existence de circonstances exceptionnelles, telles que de graves difficultés financières, nécessitant la vente immédiate d'actions.

Les circonstances sont exceptionnelles lorsqu'elles revêtent un caractère extrêmement urgent, imprévisible et impérieux, que leur cause est étrangère aux Mandataires Sociaux et aux Hauts Responsables et que ces derniers n'ont aucun contrôle sur elles.

Lorsque de telles circonstances sont invoquées dans le cadre d'une demande d'autorisation, Maisons du Monde examine, notamment si et dans quelle mesure le Mandataire Social ou le Haut Responsable concerné :

- est soumis, au moment de présenter sa demande, à un engagement financier ou à une créance exécutoire ;
 - est tenu de respecter, ou s'est mis dans une situation, avant le début de la Période Non Autorisée, nécessitant le paiement d'une somme à une tierce partie, y compris un passif d'impôt, et ne peut pas raisonnablement honorer un engagement financier ou une créance autrement qu'en procédant à une vente d'actions immédiate ;
- soit en raison des spécificités de l'opération concernée dans le cas de transactions réalisées dans le cadre d'un système d'actionnariat ou d'un plan d'épargne du personnel, l'accomplissement de formalités ou l'exercice de droits attachés aux actions, ou de transactions n'impliquant pas de changement dans la détention de la valeur concernée.

La demande d'autorisation doit être adressée par écrit motivé à l'adresse suivante : afrouin@maisonsdumonde.com, le cas échéant, en décrivant les circonstances exceptionnelles nécessitant la cession immédiate des actions et en démontrant que la cession envisagée est la seule alternative raisonnable pour obtenir le financement nécessaire. Une réponse sera adressée à la personne concernée dans les plus brefs délais.

En toute hypothèse, la personne concernée à qui l'autorisation est donnée, doit s'assurer, en toute circonstance, de ne pas commettre un abus de marché.

Entités dont les titres sont concernés

La présente Charte de Déontologie s'applique à toute opération portant sur des titres de Maisons du Monde et de toute société filiale de Maisons du Monde dont les actions ou autres titres viendraient à être admis aux négociations d'Euronext Paris ou de tout autre marché de

valeurs mobilières, si ladite opération est basée sur une information privilégiée acquise par un Mandataire Social dans le cadre de ses fonctions.

Confidentialité

La communication non autorisée d'informations privilégiées, même à des membres de la famille, est strictement interdite. De telles diffusions d'informations sont susceptibles d'entraîner la réalisation d'opérations répréhensibles sur des titres de Maisons du Monde et peuvent également avoir un impact négatif sur la situation de l'entreprise. Toute communication à la communauté financière, y compris à la presse, doit avoir été préalablement autorisée par le directeur général de Maisons du Monde ou effectuée par l'intermédiaire des responsables qu'il aura désigné à cet effet, notamment au sein de la direction financière et de la direction des communications.

2. DECLARATION DES OPERATIONS EFFECTUEES PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX, LES HAUTS RESPONSABLES ET LEURS PROCHES SUR LES TITRES DE MAISONS DU MONDE

Personnes concernées

Sont concernés par les développements qui suivent :

- les Mandataires Sociaux ;
- les Hauts Responsables ; et
- les personnes qui leur sont étroitement liées, c'est-à-dire :
 1. le conjoint non séparé de corps ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité au Mandataire Social ou au Haut Responsable concerné ;
 2. les enfants sur lesquels le Mandataire Social ou le Haut Responsable concerné exerce l'autorité parentale, ou résidant chez lui/elle habituellement ou en alternance, ou dont il/elle a la charge effective et permanente ;
 3. tout autre parent ou allié résidant à son domicile depuis au moins un an à la date de la transaction concernée ;
 4. toute personne morale ou entité constituée sur le fondement du droit français ou d'un droit étranger, et :
 - a. dont la direction, l'administration ou la gestion est assurée par l'une des personnes mentionnées ci-dessus et agissant dans l'intérêt de l'une de ces personnes ;
 - b. ou qui est contrôlée, directement ou indirectement, au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce, par l'une des personnes mentionnées ci-dessus ;
 - c. ou qui est constituée au bénéfice de l'une des personnes mentionnées ci-dessus ;

- d. ou dont les intérêts économiques sont substantiellement équivalents à l'une des personnes mentionnées ci-dessus.

Nature des opérations

Est concerné toute acquisition, cession, vente à découvert, souscription ou échange de Titres ainsi que les opérations décrites en annexe (les « **Opérations** »).

Déclaration des Opérations à l'AMF

Les mandataires sociaux, les Hauts Responsables et les personnes ayant des liens personnels étroits avec l'un d'eux sont tenus de déclarer les Opérations à l'AMF dans un délai de trois (3) jours de négociation suivant la réalisation de l'Opération.

La déclaration doit être transmise à l'AMF via un extranet appelé Onde, accessible sur le site internet de l'AMF à l'adresse suivante :

<https://onde.amf-france.org/RemiseInformationEmetteur/Client/PTRemiseInformationEmetteur.aspx>

La déclaration est ensuite mise en ligne sur le site Internet de l'AMF.

Les mandataires sociaux, les Hauts Responsables et les personnes qui leur sont étroitement liées doivent adresser à la Société une copie de leur déclaration. En ce qui concerne Maisons du Monde, cette copie sera remise simultanément à la communication à l'AMF.

Toutefois, la déclaration n'est pas requise lorsque le montant cumulé des opérations effectuées sur une année civile par l'une des personnes concernées est inférieur à 20 000 euros.

La déclaration devra préciser :

- le nom et les fonctions de la personne ayant réalisé l'Opération (s'il s'agit d'une personne ayant des liens étroits avec un Mandataire Social ou un Haut Responsable, l'identité de cette personne avec l'indication suivante : « une (des) personne(s) liée(s) à ... », suivie du nom et des fonctions du Mandataire Social ou du Haut Responsable concerné) ;
- la dénomination de la Société ;
- la description de l'instrument financier ;
- le motif de la notification ;
- la nature de l'Opération (par exemple, acquisition ou cession, il conviendra notamment d'indiquer si ces opérations résultent de l'exercice d'options d'achat ou de souscription d'actions et le cas échéant, dans quelles proportions) ;
- la date et le lieu de l'opération ; et
- le prix unitaire et le montant de l'opération.

La déclaration prend la forme d'un modèle type publié par l'AMF, auquel il est renvoyé.

Il est précisé que les personnes concernées peuvent confier à leur teneur de compte (l'établissement auprès duquel les titres sont déposés) le soin de procéder aux déclarations requises.

Information de l'assemblée générale des actionnaires

Le rapport de gestion établi par le conseil d'administration de la Société et présenté à l'assemblée générale annuelle des actionnaires comporte un état récapitulatif des Opérations réalisées au cours du dernier exercice par les Mandataires Sociaux, les Hauts Responsables et les personnes qui leur sont étroitement liées.

Mise au nominatif

Les Mandataires Sociaux ainsi que leurs enfants mineurs non émancipés et leurs conjoints non séparés de corps sont tenus de mettre au nominatif toutes les actions de la Société qu'ils détiennent.

3. LISTE D'INITIÉS

Conformément au règlement n° 596/2014 du parlement Européen et du Conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché, tout émetteur est tenu d'établir, de mettre à jour et de tenir à la disposition de l'AMF une liste des personnes qui ont accès aux informations privilégiées, et qui travaillent pour eux en vertu d'un contrat de travail ou exécutent d'une autre manière des tâches leur donnant accès à des informations privilégiées, comme les conseillers, les comptables ou les agences de notation de crédit (la « **Liste d'Initiés** »). La Liste d'Initiés est communiquée par écrit par la Société à l'AMF lorsque celle-ci en fait la demande.

La Liste d'Initiés contient à tout le moins :

- l'identité de toute personne ayant accès à des informations privilégiées ;
- la raison pour laquelle cette personne figure sur la liste d'initiés ;
- la date et l'heure auxquelles cette personne a eu accès aux informations privilégiées ; et
- la date à laquelle la liste d'initiés a été établie.

La Liste d'Initiés doit être mise à jour rapidement, y compris la date de la mise à jour, dans les circonstances suivantes : (a) en cas de changement du motif pour lequel une personne a déjà été inscrite sur la Liste d'Initiés ; (b) lorsqu'une nouvelle personne a accès aux informations privilégiées et doit, par conséquent, être ajoutée à la liste d'initiés ; et (c) lorsqu'une personne cesse d'avoir accès aux informations privilégiées. Chaque mise à jour précise la date et l'heure auxquelles sont survenus les changements entraînant la mise à jour. La Société doit conserver la liste d'initiés pour une période d'au moins cinq ans après son établissement ou sa mise à jour.

Conformément au règlement d'exécution 2016/347 de la Commission du 10 mars 2016 des normes techniques d'exécution précisant le format des listes d'initiés et les modalités de la mise à jour de ces listes conformément au règlement 596/2014 du Parlement européen et du Conseil, la Liste d'Initiés est divisée en différentes sections, chacune se rapportant à un type précis d'information privilégiée. Chaque section de la Liste d'Initiés inclut uniquement les

coordonnées des personnes ayant accès au type d'information privilégiée sur laquelle porte cette section. Par ailleurs, l'émetteur peut insérer une section supplémentaire dans sa Liste d'Initiés contenant les coordonnées de personnes ayant accès en permanence à l'ensemble des informations privilégiées.

Déontologie

Le Déontologue de Maisons du Monde veille au respect des stipulations de la présente Charte, étant précisé que la responsabilité finale du respect de la réglementation applicable incombe à chaque Salarié ou Mandataire social.

Dans le cadre de sa mission, le Déontologue est notamment chargé :

- - d'informer les Salariés et Mandataires sociaux à l'avance des Périodes Non Autorisées («fenêtres négatives») résultant de la publication des comptes annuels, semestriels et trimestriels de Maisons du Monde, à partir des dates prévues pour une telle publication définies annuellement ;
- - de recevoir les déclarations par les Mandataires sociaux et les Personnes Assimilées de leurs transactions sur titres ;
- - d'informer, dans les meilleurs délais, le Directeur général et le Président du Conseil d'administration de Maisons du Monde de toute violation constatée des dispositions de la présente Charte de Déontologie et de la réglementation boursière ;
- - d'établir la Liste d'Initiés conformément aux dispositions de l'article L.621-18-4 du Code monétaire et financier et des articles 223-27 et suivants du Règlement Général de l'AMF ;
- - d'informer les Initiés de leur inscription sur chaque liste visée ci-dessus ;
- - de veiller à la mise à jour de la Liste d'Initiés, de la communiquer à l'AMF à sa demande et de la conserver pendant cinq ans à compter de son établissement et de sa mise à jour ;

ANNEXE

Les transactions à notifier comprennent toutes les transactions réalisées par un Mandataire Social ou un Haut Responsable et les personnes ayant un lien étroit avec elles pour leur propre compte et se rapportant aux actions de Maisons du Monde, ou à des instruments dérivés ou à d'autres instruments financiers qui leur sont liés.

Ces transactions comprennent notamment :

- la mise en gage ou le prêt d'instruments financiers, sauf lorsque le gage ou la sûreté est destiné à garantir une ligne de crédit particulière ;
- les transactions effectuées par des personnes qui organisent ou exécutent des transactions à titre professionnel ou par une autre personne au nom d'un Mandataire Social ou un Haut Responsable ou d'une personne qui leur est étroitement liée, y compris lorsqu'un pouvoir discrétionnaire est exercé ;
- les transactions effectuées dans le cadre d'une police d'assurance vie, où le preneur d'assurance est un Mandataire Social ou un Haut Responsable ou une personne qui leur est étroitement liée, si le risque d'investissement est supporté par le preneur d'assurance et que le preneur d'assurance a le pouvoir ou est libre de prendre des décisions d'investissement concernant des instruments spécifiques contenus dans cette police d'assurance vie ou d'exécuter des transactions concernant des instruments spécifiques contenus dans cette police d'assurance vie ;
- l'acceptation ou l'exercice d'une option d'achat d'actions, y compris d'une option d'achat d'actions accordée aux dirigeants ou aux membres du personnel dans le cadre de leur rémunération, et la cession d'actions issues de l'exercice d'une option d'achat d'actions ;
- la conclusion ou l'exercice de contrats d'échange (swaps) sur actions ;
- les transactions sur ou en rapport avec des instruments dérivés, y compris les transactions donnant lieu à un règlement en espèces ;
- la conclusion d'un contrat pour différences sur un instrument financier de la Société ou sur des quotas d'émission ou de produits mis aux enchères basés sur ces derniers ;
- l'acquisition, la cession ou l'exercice de droits (y compris d'achat et de vente, et de warrants) ;
- la souscription à une augmentation de capital ou émission de titres de créance ;
- les transactions sur produits dérivés et instruments financiers liés à un titre de créance de la Société, y compris les contrats d'échange sur risque de crédit ;
- les transactions subordonnées à la survenance de certaines conditions et l'exécution effective des transactions ;
- la conversion automatique ou non automatique d'un instrument financier en autre instrument financier, y compris l'échange d'obligations convertibles en actions ;
- les cadeaux et dons effectués ou reçus, et l'héritage reçu ;

- les transactions réalisées sur des produits, paniers et instruments dérivés liés à un indice, dans la mesure requise par l'article 19 du règlement (UE) n° 596/2014 ;
- les transactions réalisées sur des actions ou des parts de fonds d'investissement, y compris les fonds d'investissement alternatifs (FIA) visés à l'article 1er de la directive 2011/61/UE du Parlement européen et du Conseil, dans la mesure requise par l'article 19 du règlement (UE) n° 596/2014 ;
- les transactions réalisées par le gestionnaire d'un FIA dans lequel un Mandataire Social, un Haut Responsable ou une personne ayant un lien étroit avec elle a investi, dans la mesure requise par l'article 19 du règlement (UE) n° 596/2014 ;
- les transactions réalisées par un tiers dans le cadre d'un mandat individuel de gestion de portefeuille ou d'actifs au nom ou pour le compte d'un Mandataire Social, d'un Haut Responsable ou d'une personne ayant un lien étroit avec elle ;
- l'emprunt ou le prêt d'actions ou de titres de créance de la Société ou d'instruments dérivés ou d'autres instruments financiers qui y sont liés.

i En particulier, l'article L. 465-1 du Charte de Déontologie monétaire et financier prévoit qu'est puni de 5 ans d'emprisonnement et de 100 millions d'euros d'amende (ce montant pouvant être porté jusqu'au décuple du montant de l'avantage retiré du délit, sans que l'amende puisse être inférieure à cet avantage), le fait, par les personnes mentionnées ci-après, de faire usage d'une information privilégiée en réalisant, pour elle-même ou pour autrui, soit directement, soit indirectement, une ou plusieurs opérations ou en annulant ou en modifiant un ou plusieurs ordres passés par cette même personne avant qu'elle ne détienne l'information privilégiée, sur les instruments financiers émis par l'émetteur concerné ou sur les instruments financiers concernés par ces informations privilégiées :

- a. le directeur général, le président, un membre du directoire, le gérant, un membre du conseil d'administration ou un membre du conseil de surveillance d'un émetteur concerné par une information privilégiée ou une personne qui exerce une fonction équivalente,
- b. une personne disposant d'une information privilégiée concernant un émetteur au sein duquel elle détient une participation,
- c. une personne disposant d'une information privilégiée à l'occasion de sa profession ou de ses fonctions ou à l'occasion de sa participation à la commission d'un crime ou d'un délit, ou
- d. toute autre personne disposant d'une information privilégiée en connaissance de cause.

ii Notamment : le Règlement n° 596/2014 du parlement européen et du conseil du 16 avril 2014 sur les abus de marché (le « **Règlement MAR** »), du Règlement délégué (UE) 2015/522 de la Commission européenne du 17 décembre 2015 complétant le Règlement MAR, du Règlement d'exécution (UE) 2016/347 de la Commission européenne du 10 mars 2016 définissant des normes techniques d'exécution précisant le format des listes d'initiés et les modalités de mise à jour de ces listes conformément au Règlement MAR.

iii Les mêmes restrictions de cession s'appliquent aux actions résultant de l'exercice d'options de souscription ou d'achat d'actions.